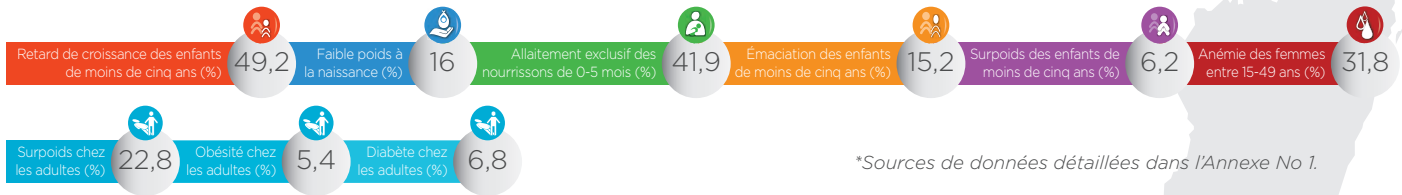




Date d'adhésion : février 2012
Population : 24,23 millions

Madagascar



*Sources de données détaillées dans l'Annexe No 1.

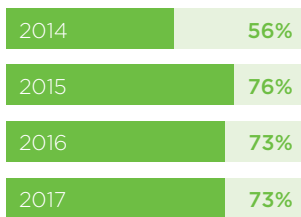
Transformations institutionnelles en 2016-2017



Regrouper les parties prenantes dans un espace d'action commun

L'Office national de nutrition (ONN), plateforme multisectorielle et multi-acteurs rattachée à la primature, est opérationnel aux niveaux national et régional et sa capacité institutionnelle a été analysée. La supervision de ses activités par le Conseil National de Nutrition, doit être renforcée. L'engagement du secteur 'Eau, Assainissement et Hygiène' (EAH), récemment acquis, a permis d'organiser une sensibilisation. La plateforme du secteur privé, Anjaramasoandro, et celle des chercheurs 'Mikasa' lancées en

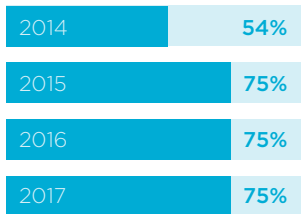
2015, ont été officialisées en 2017, alors que le réseau des Nations Unies vient d'être lancé. La plateforme de la société civile (HINA), seule à être décentralisée, axe sa stratégie de plaidoyer sur l'augmentation des financements et le renforcement de la coordination/gouvernance et a lancé un site internet et des bulletins d'informations réguliers. Un réseau de champs regroupant artistes et athlètes et une réserve de journalistes sensibilisés à la nutrition ont été lancés.



Garantir un cadre politique et juridique cohérent

La législation protégeant la nutrition est disponible mais pas toujours respectée. La nutrition est proéminente dans divers secteurs tels que l'agriculture (programme sectoriel agriculture, élevage, pêche), la santé (politiques nationale de santé, de développement sectoriel et sanitaire), la protection sociale (politique nationale de protection sociale), l'éducation (plan sectoriel de l'édu-

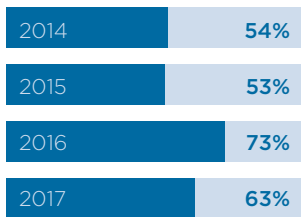
cation, politique nationale d'alimentation scolaire) et l'environnement (politique nationale de l'environnement). Des analyses relatives à l'intégration des autres secteurs, à savoir l'EAH, d'autres au niveau des autres ministères concernés, avec les parlementaires ; dans la politique nationale de nutrition (PNN) permettront prochainement d'actualiser ces documents.



Aligner les actions autour d'un cadre de résultats commun

Les communautés et les plateformes ont été associées à la revue du Plan National d'Alimentation et de Nutrition (PNAN) 2012-2015 et à la rédaction du PNAN 2017-2021 (PNAN III). Ce dernier, lancé en mai 2017 par le président de la république en présence du premier ministre, repose sur une analyse situationnelle et une cartographie

des ONG qui ont été actualisées. Un plan de mise en œuvre budgétisé, assorti d'un cadre commun de résultats, sont en cours de développement. La société civile est associée au niveau régional aux groupes de suivi et évaluation, dont le système est fonctionnel mais doit être mis à l'échelle dans toutes les régions du pays.



Procéder au suivi financier et mobiliser des ressources

La budgétisation du PNAN III est en cours. L'étude sur les allocations budgétaires dédiées à la nutrition entre 2012 et 2015 est utilisée par HINA pour influencer le budget 2019. Si les ressources internes de l'ONN ont été doublées ces dernières années, le Premier Ministre s'est engagé publiquement à augmenter le budget alloué à nutrition lors

du lancement du PNAN III. En décembre 2016, la conférence des Bailleurs et des Investisseurs pour Madagascar tenue à Paris a emporté des engagements de financement pour la nutrition de la Banque Africaine de Développement, alors que l'étude sur le coût de la faim a révélé que la malnutrition coûtait au pays, 14,5% de son produit intérieur brut.



PRIORITÉS 2017-2018

- Actualisation de la PNN, son plan de la mise en œuvre assorti d'un cadre de suivi évaluation ;
- Budgétisation du PNAN III et mobilisation des ressources internes/externes, via l'organisation d'une conférence des bailleurs ;
- Renforcement de l'opérationnalité des plateformes et des savoirs-être de leurs membres ;
- Amélioration de la gestion des données et création d'une base nationale ;
- Renforcement des plateformes des chercheurs et du secteur privé, aux niveaux technique, financier et opérationnel.